



Extrait du UJFP

<https://ujfp.org/spip.php?article3698>

Des juifs contre le sionisme

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : mercredi 10 décembre 2014

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Un rappel historique utile de notre amie Esther Benbassa dans un article de juillet 1997.

Les Juifs français eurent eux aussi le plus grand mal à admettre le bien-fondé du projet de Herzl.

Dès le début, le sionisme politique eut du mal à s'implanter en France. C'est pourtant dans ce pays qu'on vit apparaître des précurseurs de la colonisation juive en Palestine. L'Alliance Israélite universelle, fleuron du judaïsme émancipé, avait ainsi fondé, dès 1870, la première école agricole, Mikve Yisrael, près de Jaffa : il s'agissait de « *régénérer* » les Juifs par l'éducation et le travail de la terre.

Ces entreprises émanaient de bons sentiments et s'inséraient dans une action philanthropique. Nourris aux idées de la Révolution, fiers de leur émancipation, patriotes, soucieux de donner l'image d'un groupe parfaitement intégré, dans un environnement qui connaissait une montée d'antisémitisme, les Juifs français ne pouvaient en revanche accueillir qu'avec scepticisme, voire avec inquiétude, le mouvement créé à Bâle en 1897, dont le but était à terme la fondation d'un foyer national juif en Palestine. En pleine affaire Dreyfus, la naissance du sionisme semblait tomber bien mal.

Le Consistoire, qui représentait officiellement le judaïsme français, et l'Alliance israélite universelle restèrent longtemps réfractaires au sionisme. C'est cette dernière qui alla le plus loin dans son hostilité aux entreprises de Herzl. Elle essaya d'intervenir dès 1909 dans l'Empire ottoman pour faire échouer les négociations sur la question du foyer national. Le secrétaire général de l'Alliance écrivait à ce propos au grand rabbin* de l'Empire, Chaim Nahoum, ancien élève et instituteur de l'Alliance : « *Il faut, cela est de toute urgence, lutter contre le flot montant du sionisme.* »

Et il lui proposait un plan selon lequel le ministre de l'Intérieur ou le président du Conseil « *dénoncerait comme un très grave danger pour les Israélites de créer un mouvement nationaliste séparatiste qui pourrait leur aliéner les sympathies de leurs concitoyens, déclarerait que le gouvernement ne saurait tolérer une agitation de ce genre provoquée par des éléments venus du dehors...* » (archives de l'Alliance israélite universelle, registre de correspondance, novembre 1909). Le secrétaire général de l'Alliance demanda en outre au grand rabbin de s'entendre avec le gouvernement sur cette interpellation et proposa de fournir les fonds nécessaires pour alimenter la propagande antisioniste dans la presse. Le sionisme finira néanmoins par enflammer les Balkans et par déloger les écoles de l'Alliance dans des pays comme la Bulgarie.

La déclaration Balfour (1917), qui marquait un tournant dans l'histoire du sionisme, fut accueillie par les Juifs français sans enthousiasme. Sylvain Lévy, savant distingué et membre du comité central de l'Alliance, affirmait lors de la conférence de la Paix, en février 1919 : « *Il me paraît choquant pour la raison comme pour le sentiment qu'à peine sortis du stade d'attente pour obtenir l'égalité des droits, nous demandions pour les Juifs de Palestine des privilèges et une situation exceptionnelle. Toute exception finit toujours par se retourner contre celui qui la demande et qui en bénéficie.* »

Ainsi, après la Grande Guerre, les institutions officielles juives passèrent à l'offensive, abandonnant leur position de relative neutralité, due jusque-là au fait qu'elles avaient d'abord considéré le sionisme comme une utopie sans lendemain. Cependant, en dépit de l'hostilité des institutions, certains notables « Israélites » et immigrés firent partie dès 1929 du conseil de l'Agence juive élargie, qui se substituait à l'Organisation sioniste mondiale aussi bien en matière d'action politique en Palestine que dans les relations avec la puissance mandataire. Ils considéraient qu'ils pouvaient prendre part à l'oeuvre philanthropique du mouvement sans s'associer à son idéologie.

Plus tard, la xénophobie et l'antisémitisme en Europe, le sort réservé aux Juifs dans certains pays firent prendre conscience aux plus farouches des opposants au sionisme que la Palestine pouvait être une terre d'accueil pour ces persécutés. Mais ce fut, évidemment, la Seconde Guerre mondiale qui bouleversa entièrement les données du problème. En 1944, au Conseil représentatif des Juifs de France (CRIF), créé en clandestinité, les sionistes siégeaient aux côtés du Consistoire, des immigrants juifs, des socialistes et des communistes. Et le projet de charte préparée pendant les négociations pour la création du CRIF faisait état de « *la revendication du peuple juif à une vie nationale en Palestine* ».

Ensuite, la création de l'Etat d'Israël, ainsi que l'arrivée en France des Juifs d'Afrique du Nord, à partir de la fin des années 1950, modifièrent radicalement l'attitude de l'establishment à l'égard du sionisme et du premier Etat juif.

Esther Benbassa